



## OBSERVATOIRE DES SOCIÉTÉS DE L'OCEAN INDIEN

### Appel à projets 2018

**Le dossier complet doit parvenir, par voie électronique  
(federations.recherche@univ-reunion.fr), au format PDF, à la Fédération  
O.S.O.I.  
au plus tard le 30 aout 2017.**

<b><u>TITRE DU PROJET</u></b>	
LES ACCORDS DE PARTENARIAT ECONOMIQUE DANS L'OCEAN INDIEN	
<b><u>Projet rattaché à :</u> (cocher)</b>	
<input type="checkbox"/> <del>Axe 1 : Territoires et mobilités (identités, mobilités, patrimoines)</del> <input checked="" type="checkbox"/> Axe 2 : Risques et développement <input checked="" type="checkbox"/> Axe 3 : Réseaux et pouvoirs	
<b>Nom du/des responsable/s du programme :</b>	<b>Laurent DIDIER Jean-François HOARAU</b>
<b>Unité/s de Recherches porteuse/s du projet :</b>	<b>Centre d'Economie et de Management de l'Océan Indien (CEMOI)</b>

## **PRESENTATION DU PROJET**

Liens avec les thématiques de la Fédération, Approfondissement des Objectifs de l'OSOI, Apports pour l'OSOI.....

*Pour les projets retenus, la présentation du projet sera placée sur le site internet de l'OSOI.*

Ancienne puissance coloniale et première puissance commerciale dans le monde, l'Union européenne (UE) tient une place singulière dans l'Océan Indien en représentant près de 40% des exportations totales des pays de la zone en 1995 contre moins de 25% en 2015. Au sein de la politique économique extérieure de l'UE, les Accords de partenariat économique (APE) sont les nouveaux accords de commerce et de développement conclus récemment entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'UE. A partir de 2007, ils ont ainsi au fur et à mesure remplacé les accords de Cotonou qui étaient de nature unilatérale et non-réciproque depuis l'indépendance des anciennes colonies. Désormais en conformité avec les principes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ces accords de libre-échange doivent alors permettre aux pays concernés de développer leur économie durablement et d'élever leur niveau de vie. Pour autant, même si les APE offrent de nouvelles opportunités aux pays bénéficiaires en termes d'intégration économique et de coopération, force est de constater qu'ils soulèvent un certain nombre d'interrogations et d'inquiétudes (libéralisation réciproque du commerce, baisse des recettes douanières, concurrence Nord-Sud et Sud-Sud, etc.) dans un contexte particulièrement complexe (Brexit, tensions (géo)politiques, montée en puissance des économies émergentes dans la région, etc.). Par conséquent, sous l'impulsion du Centre d'Economie et de Management de l'Océan Indien (CEMOI) et avec l'aide du Centre de Recherche Juridique (CRJ) de l'Université de La Réunion, l'objectif du colloque est de deux ordres : effectuer un diagnostic des APE en présence dans la zone Océan Indien en portant une attention toute particulière aux spécificités régionales et apporter des éléments de réflexion en tenant compte de l'expérience des autres pays ACP dans ce domaine. La manifestation se veut alors pluridisciplinaire en traitant notamment les thématiques suivantes : APE et aspects juridiques (droit de l'UE, droit international public et privé, droit comparé), APE et relations internationales (aspects institutionnels et politico-historiques), APE et développement économique.

Cette manifestation aura aussi pour but d'apporter des réponses concrètes face à l'intérêt que suscite cette thématique aussi bien pour les pouvoirs publics (Région Réunion, Secrétariat général aux affaires régionales, Douanes de La Réunion, Commission de l'Océan Indien) que pour les acteurs économiques locaux et régionaux (CGPME Réunion, Club Export Réunion, Comité national des conseillers du commerce extérieur de La Réunion, CCI de l'Océan Indien). De manière plus précise, cette conférence vise à sensibiliser et informer les acteurs publics et privés sur les enjeux récents de la politique commerciale de l'UE au sein de notre espace régional face à l'ouverture progressive des marchés africains aux produits européens. Ainsi, la mise à disposition de notre expertise les aidera à identifier les actions qui amélioreront l'intégration économique dans la région par le biais des APE. De plus, cela permettra de valoriser la recherche par la mise en place d'un réseau de recherche pluridisciplinaire au niveau régional autour de trois pôles principaux : La Réunion, Maurice et l'Afrique du Sud. Cette initiative aura le mérite d'inscrire le milieu politico-économique de la zone Océan Indien dans une dynamique collective entre les différents acteurs concernés.

Ce projet s'inscrit alors pleinement dans les thématiques de l'OSOI : « risques et développement », « pouvoirs et réseaux ». En effet, l'établissement de ces APE dans la région conduit à accroître l'ouverture des économies de l'Océan Indien concernées stimulant ainsi les échanges et la concurrence dans plusieurs domaines d'activité (agriculture, pêche, industrie, environnement, etc.). Ces accords de libre-échange Nord-Sud sont perçus comme une chance pour le développement par le biais notamment de la libéralisation du commerce, facteur de progrès et d'évolution pour certains (commerce et développement), facteur de risques pour d'autres (commerce et conflits). Par ailleurs, ces APE sont l'aboutissement d'un partenariat politico-historique entre les pays européens et les pays ACP depuis le Traité de Rome de 1957 (association des pays tiers et territoires d'outre-mer, conventions de Yaoundé, de Lomé, accords de Cotonou). L'une des spécificités de ces accords réside dans le fait qu'ils ont été négociés par des groupes de pays contrairement aux précédents accords. C'est le cas avec la Communauté de développement d'Afrique australe (Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland) en 2016, la Communauté d'Afrique de l'Est en 2016 (Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Ouganda) et les pays d'Afrique australe et orientale en 2009 (Madagascar, Maurice, Les Seychelles, Zimbabwe). Cette caractéristique nous pousse alors à apporter une attention toute particulière aux relations entre l'UE (La Réunion et Mayotte comprises) et les organisations régionales de l'Afrique sub-saharienne afin de dégager les singularités de la politique des relations internationales dans l'Océan Indien. De plus, l'hétérogénéité de ces économies, tant sur le plan économique que politique, nous incite donc à mobiliser les outils de recherches, d'analyses et d'expertises transdisciplinaires au niveau régional. L'implication notamment de chercheurs étrangers venant d'Afrique du Sud (University of the Western Cape ; Nelson Mandela

Metropolitan University ; Trade Law Centre), de l'île Maurice (Université de Maurice/Département de Droit) et du Mozambique (Université Eduardo Mondlane/Centre of Studies on Regional Integration) permettra d'offrir une expertise de haut niveau en raison de leur savoir-faire en profitant de leurs réseaux. D'ailleurs, une invitation a été envoyée auprès du Prix Nobel d'Economie (2001) Joseph Stiglitz, spécialiste des questions économiques internationales relatives au développement. Celui-ci a confirmé son intérêt pour le sujet du colloque et nous sommes actuellement en attente d'une réponse en fonction de ses disponibilités.

Ainsi, notre projet cherche à renforcer la visibilité et la lisibilité des actions soutenues par l'OSOI en ciblant un public varié allant des organismes de recherche, comme le Trade Law Centre en Afrique du Sud, l'AFD, aux acteurs économiques locaux tournés vers l'exportation et les pouvoirs publics en charge de la coopération et de l'intégration régionale. Des outils de coopération entre l'Université de La Réunion (sous l'impulsion du CEMOI) et les partenaires décrits précédemment seront proposés par l'intermédiaire de groupes de travail pluridisciplinaire<sup>1</sup> (sous la supervision du comité scientifique) afin de mettre en place de manière pérenne la production de savoirs et d'expertises dans ce domaine d'étude. Par conséquent, notre démarche répond alors aux deux principaux objectifs de l'OSOI : internationaliser et valoriser les travaux de recherche. Effectivement, la thématique proposée permet la participation lors de ce colloque d'intervenants extérieurs, spécialisés dans diverses disciplines, venant notamment de l'aire anglophone de l'Océan Indien (Afrique du Sud, Maurice, Mozambique). Enfin, le projet proposé souhaite favoriser l'ancrage de l'OSOI dans son environnement socio-économique et institutionnel (secteur privé, organismes de recherche et Universités étrangères, autorités publiques) en présentant ces activités lors de ce colloque. A moyen-terme, il sera proposé la création d'un *Observatoire sur l'intégration régionale dans l'Océan Indien* pour pérenniser notre action dans l'optique de devenir un incubateur d'idées et d'initiatives.

## MOTS CLEFS

*Maximum 6 : Accords de partenariat économique, Océan Indien, commerce, développement, intégration*

## ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ENGAGES DANS LE PROGRAMME

(Nom, Prénom, discipline, laboratoire, institution)

Laurent Didier	Economie	CEMOI	Université de La Réunion
Jean-François Hoarau			
Rajendra Parsad Gunput	Droit	Département de Droit	Université de Maurice
Valerie Uppiah			
Trudi Hartzenberg	Droit	Trade Law Centre NPC	Afrique du Sud
Matthew Ocran	Economie	University of the Western Cape	
Jonathan Makuwira		Nelson Mandela Metropolitan University	
Charles Edward Minega	Droit	Eduardo Mondlane University, CEDIR	Mozambique
Jean-Baptiste Seube	Droit	CRJ	Université de La Réunion

<sup>1</sup> Domaines d'étude selon la couverture des APE concernés : commerce de marchandises, pêche, commerce de services, agriculture, environnement, institutions et gouvernance, règlement des différends, etc.

## JEUNES CHERCHEURS ENGAGES DANS LE PROGRAMME

(Nom, Prénom, discipline, laboratoire, institution)

Indiquer les thèses en cours rattachées au projet

(nom des doctorants, avancement, titre de la thèse, directeur de thèse).

Aurélié Mendoza Spinola (Directeur : Pr. Eric Naim-Gesberg)	Droit public	Centre de Recherche Juridique (CRJ)	Université de La Réunion
Master Economie appliquée	Economie	Faculté de Droit et d'Economie, CEMOI	Université de La Réunion
Master Monnaie, banque, finance et assurance (MBFA)			
Master Droit des affaires	Droit	Faculté de Droit et d'Economie, CRJ	

## ECHEANCIER, PREVISION ET PLANNING DE REALISATION

(par chercheur ou groupe de chercheurs)

**Date de l'évènement : fin Mars 2018 (date à confirmer et à préciser)**

**Comité scientifique (sous réserve de modification) :** Laurent Didier (Université de La Réunion, CEMOI), Jean-François Hoarau (Université de La Réunion, CEMOI), Jean-Baptiste Seube (Université de La Réunion, CRJ), Rajendra Gunput (Université de Maurice, Département de Droit), Charles Minega (Eduardo Mondlane University, Centre of Studies on Regional Integration and SADC Law, Mozambique), Matthew Ocran (University of the Western Cape, Department of Economics, Afrique du Sud)

Comme le colloque aura lieu à la Faculté de Droit et d'Economie de l'Université de La Réunion, celle-ci dispose déjà d'un personnel chargé de l'organisation de ce type d'évènement sous la direction des organisateurs : une responsable « Médias, imprimés et site internet » (Mme Coralie Verron), une responsable « Recherche et relations internationales » (Mme Karine Leygoute), une responsable « Gestion financière » (Mme Aldine Varon) et une responsable « Gestion des missions » (Mme Isabelle Elisabeth).

**Mai-Août 2017 :** formation d'un comité scientifique et d'organisation ; prise de contact avec les intervenants majeurs ; établir un budget prévisionnel et un programme préliminaire (comité scientifique).

**Septembre 2017 :** point d'étape avec le comité scientifique ; relancer les prises de contact avec le secteur privé et les pouvoirs publics concernés ; évaluer la nécessité de la création d'un site Internet dédié à la manifestation (Coralie Varon) ; prévoir un outil de gestion en ligne des résumés et des inscriptions (Coralie Varon) ; prévoir la création de l'identité visuelle du colloque (Coralie Varon) ; « recruter » une équipe d'étudiants au sein des Master Economie appliquée & Monnaie, banque, finance et assurance (MBFA) & Droit des affaires et leur présenter le projet (poster, multimédia, organisation) ; poursuivre la recherche de partenaires financiers éventuels.

**Octobre 2017 :** prendre contact avec les principaux conférenciers pressentis ; diffusion d'un appel à contribution *si besoin* (vingtaine d'intervenants maximum) ; se rapprocher du service multimédia de l'Université de La Réunion concernant le matériel audio-visuelle ; prendre contact avec les agences de

voyage pour les conférenciers/invités (Isabelle Elisabeth) ; réservation de la salle (Karine Leygoute).

**Novembre-Décembre 2017** : sélection des papiers acceptés par le comité scientifique ; points d'étape avec le comité scientifique et le groupe d'étudiants ; préparer le livre programme (comité scientifique)

**Janvier-Février 2018** : ouverture des inscriptions en ligne ; finaliser le programme (comité scientifique) ; prévoir le matériel pour les participants ; démarrer la communication (externe et interne) ; envoi du programme à l'impression ; communication aux participants ; confirmation des réservations (hôtels, repas).

**Mars 2018** : prévoir une réunion d'équipe (étudiants compris) ; vérifier la logistique ; préparer le dossier des participants.

**Après le colloque** : clore le budget ; débriefing d'équipe et suites à prévoir (ateliers/séminaires/conférences périodiques) ; remercier les collaborateurs et les personnes-ressources ; diffusion des fiches d'évaluation ; publication des actes du colloque ; possibilité d'établir un partenariat de recherche avec l'AFD sur cette thématique.

### **QUELS RESULTATS ET QUELLES VALORISATIONS ?**

Pour votre projet : Indiquer les résultats attendus et les formes de diffusion/valorisation pour le développement de l'Observatoire des Sociétés de l'Océan Indien  
Chaque projet doit faire apparaître les productions qui seront placées sur le site de l'OSOI (articles, enregistrements audio-visuels.....)

**Dans le cadre d'un projet soutenu financièrement par l'OSOI, ce colloque s'appuiera sur une *captation multimédia* (audio et vidéo) afin de valoriser le plus possible cet événement (site OSOI).**

**Les actes du colloque pourront faire l'objet d'une *publication* soutenue par l'AFD afin de valoriser le travail effectué lors de ce colloque (site OSOI).**

**En termes de communication, il sera prévu d'informer (élaboration d'un dossier de presse) et de convier la *presse et les médias locaux* (Le JIR, Le Quotidien, Antenne Réunion etc.) *voire régionaux* (L'Eco austral, Carrefour des entrepreneurs de l'Océan Indien, Memento, Le Mauricien, Cape Times etc.) dans le but d'élargir la couverture médiatique et de développer des contacts avec les journalistes.**

**Possibilité d'établir un *groupe de travail* pérenne entre les membres du comité scientifique, dans un premier temps, afin d'établir un « observatoire » des Accords de partenariat économique (APE) dans la zone Océan Indien par la production de *documents de travail* (site OSOI).**

**Prise de contact avec les organisateurs du *Forum économique de l'Océan Indien 2017* en vue d'une éventuelle participation où l'un des thèmes est la facilitation des affaires par le biais des APE notamment. La participation potentielle à cet événement aura pour objectif de côtoyer et de cibler plus précisément les acteurs politico-économiques de la zone intéressés par ce sujet en recourant à leurs réseaux par la suite.**

**L'implication dans le projet du *secteur privé* (CGPME Réunion, Club Export Réunion, CCEF Réunion), des *organismes de recherche* (AFD, Université de Maurice, Universités d'Afrique du Sud, Trade Law Centre) et des *pouvoirs publics* (Région Réunion, Douanes, CCI Réunion, UCCIOI) permettra une large diffusion et valorisation de notre expertise.**

**Entretien d'un *site Internet* dédié au colloque par un groupe d'étudiants qui devra l'actualiser périodiquement (articles de recherche, presse, rapports ...).**

**Elaboration par un groupe d'étudiants de *fascicules* destinés aux participants du colloque (site OSOI).**

***Posters* élaborés par des étudiants en Master d'Economie/Droit, portant sur les APE concernés et l'environnement économique régional, qui seront affichés et présentés par des étudiants pendant les pauses lors de la manifestation (site OSOI).**

***Rapports d'expertise économique* (prévus dans la maquette des Master 1 Economie, semestre 1) portant sur les APE dans l'Océan Indien (APE-SADC, APE-Afrique australe et orientale, APE-CAE).**

## FINANCEMENT DU PROGRAMME & VENTILATION BUDGETAIRE

→ Indiquer et détailler les dépenses collectives nécessaires à l'exécution  
et à la valorisation

Indiquer les partenaires éventuels dans votre budget prévisionnel

**Nombre de participants attendus (intervenants et public) : 80-100**

**Colloque (ouvert au public) : 2 jours**

<b>Investissements mobiliers et immobiliers</b>	
Accueil/Pause-café	880
Pause-café (sans personnel)	640
Déjeuner	3 000
Cocktail	1 600
Dîner	2 500
	<b>8 620</b>
<b>Transport et logistique</b>	
Billets d'avion	4 600
Hébergement	5 400
Frais de transport	1 200
Repas	1 890
	<b>13 090</b>
<b>Communication</b>	
Impression et publicité	400
Fournitures	150
Editions	2 000
	<b>2 550</b>
<b>Divers et imprévus</b>	<b>1 213</b>
<b>TOTAL</b>	<b>25 473</b>
dont part Agence Française de Développement (sous réserve)	<b>7 000 (27%)</b>
dont part du CEMOI	<b>1 520 (6%)</b>
dont part Région Réunion (sous réserve)	<b>5 000 (20%)</b>
dont part OSOI (demande en cours)	<b>11 953 (47%)</b>

Un budget prévisionnel détaillé est joint au dossier (fichier Excel).

## **BIBLIOGRAPHIE 1**

Bibliographie générale correspondant au programme  
Limiter ces bibliographies aux publications significatives en lien avec le programme

Karingi Stephen, Rémi Lang, Nassim Oulmane, Roman Perez, Mustapha Sadni Jallab and Hakim Ben Hammouda (2005), « Economic and welfare impacts of the EU-Africa Economic Partnership Agreements », *Economic Commission for Africa*, African Trade Policy Centre, Work in Progress 10

Munyuki Elijah (2011), « An assessment of the impact of Economic Partnership Agreements (EPAs) on the SADC regional process », *Economic Commission for Africa*, African Trade Policy Centre, Work in Progress 87

Borrmann Axel, Matthias Busse and Manuel de La Rocha (2007), « Consequences of Economic Partnership Agreements between East and Southern African countries and the EU for inter- and intra-regional integration », *International Economic Journal*, 21(2), 233-253

Brenton Paul, Mombert Hoppe and Richard Newfarmer (2008), « Economic Partnership Agreements and the export competitiveness of Africa », *World Bank*, Policy Research Working Paper 4627,

De Melo James and Julie Regolo (2014), « The African Economic partnership agreements with the EU : reflections inspired by the case of the East African Community », *Journal of African Trade* 1(1), 15-24.

Fontagné Lionel, David Laborde and Cristina Mitaritonna (2011), « An impact study of the Economic partnership agreements in the six ACP regions », *Journal of African Economies* 20(2), 179-216.

Gaymard Hervé et Jean-Claude Fruteau (2009), *Les accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique*, Rapport d'information, Assemblée nationale, France.

Stephen R. Hurt (2012), « The EU-SADC Economic partnership agreement negotiations : « locking-in » the neoliberal development model in Southern Africa », *Third World Quarterly* 33(3), 495-510.

Alexander Keck and Roberta Piermartini (2008), « The impact of Economic partnership agreements in countries of the Southern African Development Community », *Journal of African Economies* 17(1), 85-130.

Milner Chris, Oliver Morissey and Evious Zgovu (2011), « Designing Economic partnership agreements to promote intra-regional trade in ACP countries », *South African Journal of Economics* 79(4), 376-391.

Osman Rehab O. M. (2015), « SADC trade with the European Union from a preferential to a reciprocal modality », *South African Journal of Economics* 83(1), 23-40.

Potvin-Solis Laurence (2016), « Du système de préférences non réciproques aux accords de partenariat économique », *Civitas Europa*, 36(1), 111-128

Trépart Inés (2012), « La politique commerciale européenne et les pays en développement », *Courrier Hebdomadaire du Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique*, 39(2164-2165), 5-65

## **BIBLIOGRAPHIE 2**

Bibliographie plus spécifiquement centrée sur l'océan Indien correspondant aux travaux déjà menés par les membres de l'équipe.

Limiter la bibliographie aux travaux significatifs de chacun des membres de l'équipe  
(2-3 réf maxi par membre)

Didier Laurent (2016), « Accord de partenariat économique (APE) – SADC : le changement c'est maintenant ... », *La Lettre du CEMOI*, n° 7

Didier Laurent et Jean-François Hoarau (2017), « Accords commerciaux préférentiels : quels enseignements pour les relations commerciales entre l'UE et les économies de l'Océan Indien ? », *Colloque L'Union européenne dans l'Océan indien : modèle de puissance ou puissance modèle ?*

Candau Fabien, Jean-François Hoarau and Serge Rey (2012), « L'impact de la distance et de l'intégration sur le commerce d'une région ultrapériphérique d'Europe : l'île de La Réunion », *The European Journal of Development Research*, 24(5), 808-831

Goavec Claire et Jean-François Hoarau (2015), « Une mesure de la vulnérabilité économique structurelle pour une économie ultrapériphérique européenne : le cas de La Réunion », *Géographie Economie et Société*, 17(2), 177-200

Seube Jean-Baptiste (2013), *Traité de droit des obligations malgaches*, Tome 1, en collaboration avec Ramarolanto Ratiaray, Jurid'ika et coopération franco-malgache, Préf. Ph. Delebecque

Seube Jean-Baptiste (2011), *Les dispositions relatives à l'Outre mer du Code de commerce*, Mélanges en l'honneur de D. Tricot, Litec-Dalloz

Gunpath Rajendra Parsad et Laurent Sermet (2013), « Mauritius and Seychelles », *Revue Française de droit constitutionnel*, 4(96), 1019-1034

Gunpath Rajendra Parsad (2014), « Achieving developmental and pro-poor trade in Africa : the Mauritian transition-emerging-economy : success case study-initiatives, innovations and incentives », *Journal of Social and Development Sciences*, 5(4), 188-220

Uppiah Valerie (2017), « The elaboration of regional legal framework for the governance of maritime trade. A step towards regional development in the Indian Ocean », *Developing intra-regional exchanges through the abolition of commercial and tariff barriers. Myth or reality ?*, Cultures juridiques et politiques, PIE Peter Lang, 413-424

Gunpath Rajeandra P. and Valerie Uppiah (2014), « The legal implications for Mauritius to develop the medical tourism sector », *University of Mauritius*, Working paper

Bosl Anton, Willie Breytenbach, Trudi Hartzenberg, Colin MacCarthy and Klaus Schade (2007), « Monitoring Regional integration in Southern Africa Yearbook », *TRALAC & Konrad Adenauer Stiftung & NEPRU*, volume 7

Hartzenberg Trudi (2006), « Competition Policy and Practice in South Africa: Promoting Competition for Development Symposium on Competition Law and Policy in Developing Countries », *Northwestern Journal of International Law and Business*, 26(3)

Ocran Matthew (2011), « Fiscal policy and economic growth in South Africa », *Journal of Economic Studies*, 38(5), 604-618

Ocran Matthew (2007), « The role of commodity prices in macroeconomic policy in South Africa », *South African Journal of Economics*, 75(2), 213-220



Adjapawn Quassy and Jonathan Makuwira (2006), « Sub-Sahara Africa and the Millennium Development Goals: Issues, Perspectives, Tensions and Contradictions », *Global Development Studies*, 29(1), 230-247

Makuwira Jonathan (2011), « The beast from the east : unsettling Chinese development agenda in Africa », *Global Development Studies*, 6(34), 79-95

Minega Charles (2007), « The legal protection of international investments in Eastern and Southern Africa – Lessons from Case », *EZINE Articles*

Minega Charles(2007), « The regulation of financial markets in the Southern African region – Current status and developments », *EZINE Articles*